

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2227

[2009/202661]

23 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, article 2, telle que modifiée en dernier lieu par la loi du 1^{er} mars 2007 portant dispositions diverses;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 11 décembre 2008;

Vu l'avis 46.044/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mars, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Objet et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, on entend par :

1^o matériels de multiplication : les semences, les parties de plantes et tout matériel de plantes, y compris les porte-greffes, destinés à la multiplication et à la production de plantes fruitières;

2^o plantes fruitières : les plantes destinées, après leur commercialisation, à être plantées ou replantées;

3^o variété : un ensemble végétal d'un seul taxon botanique, du rang le plus bas connu, qui peut :

a) être défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes;

b) être distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères, et

c) être considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit sans changement;

4^o clone : une descendance végétative génétiquement uniforme d'une seule plante;

5^o matériels initiaux : les matériels de multiplication qui :

a) ont été produits selon des méthodes généralement admises en vue du maintien de l'identité de la variété, y compris les caractéristiques pomologiques pertinentes, et en vue de la prévention des maladies;

b) sont destinés à la production de matériels de base ou de matériels certifiés autres que des plantes fruitières;

c) satisfont aux prescriptions spécifiques applicables aux matériels initiaux, établies en application de l'article 5, et

d) lors d'une inspection officielle, ont été reconnus comme satisfaisant aux conditions énoncées aux points a), b) et c);

6^o matériels de base : les matériels de multiplication qui :

a) ont été produits selon des méthodes généralement admises en vue du maintien de l'identité de la variété, y compris les caractéristiques pomologiques pertinentes, et en vue de la prévention des maladies, et qui proviennent directement de matériels initiaux ou descendent de matériels initiaux par voie végétative en un nombre d'étapes connu;

b) sont destinés à la production de matériels certifiés;

c) satisfont aux prescriptions spécifiques applicables aux matériels de base, établies en application de l'article 5, et

d) lors d'une inspection officielle, ont été reconnus comme satisfaisant aux conditions énoncées aux points a), b) et c);

7^o matériels certifiés :

a) les matériels de multiplication qui :

* ont été obtenus directement par voie végétative à partir de matériels de base ou initiaux ou, s'ils sont destinés à être utilisés pour la production de porte-greffes, à partir de semences certifiées issues de porte-greffes de base ou certifiés;

* sont destinés à la production de plantes fruitières;

* satisfont aux prescriptions spécifiques applicables aux matériels certifiés, établies en application de l'article 5, et

* lors d'une inspection officielle, ont été reconnus comme satisfaisant aux conditions énoncées aux points i), ii) et iii);

b) les plantes fruitières qui :

* ont été produites directement à partir de matériels de multiplication certifiés, de base ou initiaux;

* sont destinées à la production de fruits;

* satisfont aux prescriptions spécifiques applicables aux matériels certifiés, établies en application de l'article 5, et

* lors d'une inspection officielle, ont été reconnues comme satisfaisant aux conditions énoncées aux points i), ii) et iii);

8° matériels CAC (*conformitas agraria communitatis*) : les matériels de multiplication et les plantes fruitières qui :

- a) possèdent l'identité variétale et une pureté suffisante;
- b) sont destinés à la production de matériels de multiplication, la production de plantes fruitières et/ou la production de fruits, et
- c) satisfont aux prescriptions spécifiques applicables aux matériels CAC établies en application de l'article 5;

9° fournisseur : toute personne physique ou morale qui exerce professionnellement au moins l'une des activités suivantes ayant trait aux matériels de multiplication ou aux plantes fruitières : reproduction, production, préservation et/ou traitement, importation et commercialisation;

10° commercialisation : la vente, la détention en vue de la vente, l'offre de vente et toute cession, toute fourniture ou tout transfert de matériels de multiplication ou de plantes fruitières à des tiers, que ce soit contre rémunération ou non, en vue d'une exploitation commerciale;

11° lot : un certain nombre d'éléments d'un produit unique, identifiable par l'homogénéité de sa composition et de son origine;

12° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

13° Service : la Direction de la Qualité de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie, qui est l'autorité responsable pour l'application du présent arrêté;

14° Inspection officielle : l'inspection effectuée par le Service ou sous sa responsabilité.

Art. 3. § 1^{er} Le présent arrêté s'applique à la commercialisation, à l'intérieur de la Communauté, des genres et espèces énumérés à l'annexe I^{re}, ainsi qu'à leurs hybrides. Il s'applique également aux porte-greffes et autres parties de plantes d'autres genres ou espèces que ceux énumérés à l'annexe I^{re}, ou de leurs hybrides, si des matériels issus de genres ou d'espèces énumérés à l'annexe I^{re}, ou d'un de leurs hybrides sont ou doivent être greffés sur eux.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux matériels de multiplication ni aux plantes fruitières dont il est prouvé qu'ils sont destinés à l'exportation vers des pays tiers, à condition qu'ils soient identifiés comme tels et suffisamment isolés.

Les mesures d'application du premier alinéa, notamment celles concernant l'identification et l'isolement, sont fixées par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

§ 3. Le présent arrêté est pris sans préjudice des compétences fédérales en matière phytosanitaire et notamment des dispositions de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux.

CHAPITRE II. — Prescriptions applicables aux matériels de multiplication et aux plantes fruitières

Art. 4. § 1^{er} Les matériels de multiplication et les plantes fruitières ne peuvent être commercialisés que si :

1° les matériels de multiplication ont été certifiés officiellement en tant que "matériels initiaux", "matériels de base" ou "matériels certifiés" ou s'ils satisfont aux conditions requises pour être qualifiés comme matériels CAC;

2° les plantes fruitières ont été certifiées officiellement en tant que matériels certifiés ou satisfont aux conditions pour être qualifiées comme matériels CAC.

§ 2. Les matériels de multiplication et les plantes fruitières consistant en un organisme génétiquement modifié au sens de l'article 2, 1° et 2° de l'arrêté royal du 21 février 2005 réglementant la dissémination volontaire dans l'environnement ainsi que la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ou de produits en contenant, ne sont commercialisés que si l'organisme génétiquement modifié a été autorisé conformément audit arrêté ou au Règlement (CE) n° 1829/2003.

Lorsque des produits issus de plantes fruitières ou de matériels de multiplication sont destinés à être utilisés comme denrées alimentaires ou ingrédients de denrées alimentaires relevant du champ d'application de l'article 3 du Règlement (CE) n° 1829/2003 ou comme aliments pour animaux ou ingrédients d'aliments pour animaux relevant du champ d'application de l'article 15 du même règlement, les plantes fruitières ou les matériels de multiplication concernés ne sont commercialisés que si les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux issus de ces matériels ont été autorisés conformément audit règlement.

§ 3. Les dispositions du § 1^{er} ne s'appliquent pas lorsque des matériels de multiplication ou des plantes fruitières sont commercialisés, en quantité appropriée, à destination d'essais, à des fins scientifiques, pour des travaux de sélection, ou pour contribuer à la préservation de la diversité génétique. Le Ministre peut fixer les conditions de commercialisation de ces matériels, notamment si des conditions de commercialisation sont fixées par l'Union européenne.

Art. 5. Pour chaque genre ou espèce visé à l'annexe I^{re}, le Ministre établit, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne, des prescriptions spécifiques qui précisent :

1° les conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels CAC, en particulier celles relatives au procédé de multiplication appliqué, à la pureté des cultures sur pied, à l'état phytosanitaire, et, sauf dans le cas des porte-greffes dont le matériel n'appartient pas à une variété, à l'aspect variétal;

2° les conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels initiaux, les matériels de base et les matériels certifiés, relatives à la qualité (y compris, pour les matériels initiaux et les matériels de base, les méthodes destinées au maintien de l'identité de la variété et, le cas échéant, du clone, y compris les caractéristiques pomologiques pertinentes), à l'état phytosanitaire, aux méthodes et procédures d'analyse appliquées, au(x) système(s) de multiplication utilisé(s) et, sauf dans le cas des porte-greffes dont le matériel n'appartient pas à une variété, à l'aspect variétal;

3° les conditions auxquelles doivent satisfaire les porte-greffes et autres parties de plantes de genres ou espèces autres que ceux énumérés à l'annexe I^{re} ou de leurs hybrides pour recevoir une greffe d'un matériel de multiplication du genre ou de l'espèce énuméré à l'annexe I^{re} ou de leurs hybrides.

CHAPITRE III. — *Prescriptions applicables par les fournisseurs*

Art. 6. Les fournisseurs sont officiellement enregistrés auprès du Service pour les activités qu'ils exercent conformément au présent arrêté. Cette disposition ne s'applique pas aux fournisseurs qui ne commercialisent des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières qu'auprès de consommateurs finaux non professionnels.

Le Ministre détermine, le cas échéant, les conditions d'application du présent article, dans la mesure où de telles conditions sont prescrites par l'Union européenne.

Art. 7. 1° Les matériels initiaux, de base, certifiés et CAC sont produits sous la responsabilité de fournisseurs actifs dans la production ou la reproduction de matériels de multiplication et de plantes fruitières. À cet effet, ces fournisseurs :

a) identifient et surveillent les points critiques de leur processus de production qui ont des répercussions sur la qualité des matériels;

b) conservent les informations relatives à la surveillance visée au point a), aux fins d'une consultation sur demande du Service;

c) prélèvent, le cas échéant, des échantillons à analyser dans un laboratoire, et

d) veillent à ce que les lots de matériels de multiplication restent identifiables séparément pendant la production.

2° En cas d'apparition, dans les installations d'un fournisseur, d'un organisme nuisible énuméré dans les annexes de l'arrêté royal du 10 août 2005 précité ou visé dans les prescriptions spécifiques établies en application de l'article 5 du présent arrêté, à un niveau supérieur à celui autorisé dans lesdites prescriptions spécifiques, le fournisseur le signale au Service sans retard, sans préjudice des obligations de signalement prévues par l'arrêté royal du 10 août 2005 précité.

Le fournisseur applique toutes les mesures imposées par le Service, sans préjudice des mesures imposées par l'arrêté royal du 10 août 2005 et de ses arrêtés d'exécution.

3° Les fournisseurs gardent, pendant au moins trois ans, des registres de leurs ventes ou achats de matériels de multiplication ou de plantes fruitières. Cette mesure ne s'applique pas aux fournisseurs dispensés de l'enregistrement conformément à l'article 6.

4° Le Ministre détermine, le cas échéant, les modalités d'application du § 1^{er}, dans la mesure où de telles modalités sont établies par l'Union européenne.

CHAPITRE IV. — *Identification de la variété et étiquetage*

Art. 8. § 1^{er}. Les matériels de multiplication et les plantes fruitières sont commercialisés avec une mention de la variété à laquelle ils appartiennent. Si, dans le cas de porte-greffes, le matériel n'appartient pas à une variété, il est fait référence à l'espèce ou à l'hybride interspécifique concerné.

§ 2. Les variétés auxquelles il doit être fait référence conformément au § 1^{er} sont :

1° protégées légalement par un droit d'obtention conformément aux dispositions relatives à la protection des nouvelles variétés;

2° enregistrées officiellement en application du § 4, ou

3° de connaissance commune; une variété est considérée comme étant de connaissance commune si :

a) elle a été officiellement enregistrée dans un autre Etat membre de l'Union européenne;

b) elle fait l'objet d'une demande d'enregistrement officiel dans un Etat membre de l'Union européenne ou d'une demande d'un droit d'obtention visé au point 1°, ou

c) elle a déjà été commercialisée avant le 30 septembre 2012 sur le territoire belge ou sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne, à condition qu'elle ait une description officiellement reconnue.

La variété à laquelle il doit être fait référence conformément au § 1^{er} peut aussi être une variété sans aucune valeur intrinsèque pour la production végétale commerciale, à condition que la variété ait une description officiellement reconnue et que le matériel de multiplication et les plantes fruitières soient commercialisés en tant que matériel CAC sur le territoire belge et qu'ils soient identifiés par une référence à la présente disposition sur l'étiquette ou dans le document du fournisseur.

§ 3. Dans la mesure du possible chaque variété doit avoir la même dénomination dans tous les Etats membres, conformément aux mesures adoptées à cet égard par l'Union européenne, ou, à défaut, conformément à des lignes directrices internationales acceptées.

§ 4. Les variétés peuvent être enregistrées officiellement si elles ont été jugées conformes à certaines conditions approuvées officiellement et si elles ont une description officielle. Elles peuvent aussi être enregistrées officiellement si leur matériel a déjà été commercialisé avant le 30 septembre 2012 sur le territoire de l'Etat membre, à condition qu'elles aient une description officiellement reconnue.

Une variété génétiquement modifiée ne peut être enregistrée officiellement que si l'événement génétique qui la caractérise a été autorisé conformément à l'arrêté royal du 21 février 2005 précité ou au Règlement (CE) n° 1829/2003. Lorsque des produits issus de plantes fruitières ou de matériels de multiplication sont destinés à être utilisés comme denrées alimentaires ou ingrédients de denrées alimentaires relevant du champ d'application de l'article 3 du Règlement (CE) n° 1829/2003 ou comme aliments pour animaux ou ingrédients d'aliments pour animaux relevant du champ d'application de l'article 15 du même règlement, la variété concernée n'est enregistrée officiellement que si les denrées alimentaires ou les aliments pour animaux issus de ces matériels ont été autorisés conformément audit règlement.

§ 5. Les conditions d'obtention de l'enregistrement officiel visé au § 4 sont fixées par le Ministre, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne et comprennent :

1° les conditions de l'enregistrement officiel, qui peuvent porter, en particulier, sur la distinction, la stabilité et une homogénéité suffisante;

2° les caractères sur lesquels doivent au moins porter les examens pour les différentes espèces;

3° les conditions minimales concernant l'exécution des examens;

4° la durée de validité maximale de l'enregistrement officiel d'une variété.

Art. 9. Durant la végétation, ainsi que lors de l'arrachage ou du prélèvement des greffons sur le matériel parental, les matériels de multiplication et les plantes fruitières sont maintenus en lots séparés. Si des matériels de multiplication ou des plantes fruitières d'origines différentes sont assemblés ou mélangés lors de l'emballage, du stockage, du transport ou de la livraison, le fournisseur consigne sur un registre les données suivantes : composition du lot et origine de ses différents composants.

Art. 10. § 1^{er} Les matériels de multiplication et les plantes fruitières ne sont commercialisés qu'en lots suffisamment homogènes et s'ils sont :

1° qualifiés comme matériel "CAC" et accompagnés d'un document émis par le fournisseur conformément aux prescriptions spécifiques établies en application de l'article 5. Si une déclaration officielle figure sur ce document, elle doit être clairement distincte de tous les autres éléments contenus dans ce document, ou

2° qualifiés comme "matériels initiaux", "matériels de base" ou "matériels certifiés", et certifiés comme tels par le Service conformément aux prescriptions spécifiques établies en application de l'article 5. Le Ministre fixe, le cas échéant, les prescriptions relatives aux opérations d'étiquetage et/ou de fermeture et d'emballage des matériels de multiplication et/ou des plantes fruitières, dans la mesure où de telles prescriptions sont fixées par l'Union européenne.

§ 2. En cas de commerce de détail, à un consommateur final non professionnel, de matériels de multiplication et de plantes fruitières, les prescriptions en matière d'étiquetage visées au § 1^{er} peuvent être réduites à une information appropriée sur le produit.

§ 3. Dans le cas d'un matériel de multiplication ou d'une plante fruitière d'une variété qui a été modifiée génétiquement, toute étiquette ou tout document, officiel ou non, apposé sur le matériel ou qui l'accompagne en vertu des dispositions du présent arrêté indique clairement que la variété a été génétiquement modifiée et spécifie les identificateurs uniques des modifications génétiques.

CHAPITRE V. — *Dispenses*

Art. 11. L'article 10, § 1^{er} ne s'applique pas aux petits producteurs dont la totalité de la production et de la vente de matériels de multiplication et de plantes fruitières est destinée, pour un usage final, à des personnes sur le marché local qui ne sont pas engagées professionnellement dans la production de végétaux (circulation locale). La circulation locale de matériels de multiplication et de plantes fruitières produits par des personnes ainsi exemptées ne doit pas faire l'objet des contrôles et de l'inspection officielle visé à l'article 14.

Le Ministre fixe, le cas échéant, les modalités d'application relatives à d'autres exigences concernant les dispenses visées à l'alinéa 1^{er}, en particulier pour ce qui concerne les notions de "petits producteurs" et de "marché local", et aux procédures qui s'y réfèrent, dans la mesure où de telles modalités sont fixées par l'Union européenne.

Art. 12. En cas de difficultés passagères d'approvisionnement en matériels de multiplication ou en plantes fruitières satisfaisant aux exigences du présent arrêté, à la suite de catastrophes naturelles ou de circonstances imprévues, le Ministre peut adopter des mesures visant à soumettre la commercialisation de ces produits à des exigences moins strictes, conformément aux mesures adoptées par l'Union européenne.

CHAPITRE VI. — *Matériels de multiplication et plantes fruitières produits dans des pays tiers*

Art. 13. Aussi longtemps que l'Union européenne n'aura pas pris de décision en la matière, le Ministre fixe les conditions à l'importation des matériels de multiplication et des plantes fruitières produits en dehors de l'Union européenne. Ces conditions sont au moins équivalentes à celles indiquées, à titre temporaire ou permanent, dans les prescriptions spécifiques adoptées en application de l'article 5. Si de telles conditions ne sont pas prévues dans ces prescriptions spécifiques, les conditions applicables à l'importation sont au moins équivalentes à celles qui s'appliquent à la production sur le territoire de la Région wallonne.

CHAPITRE VII. — *Mesures de contrôle*

Art. 14. Les matériels de multiplication et les plantes fruitières sont inspectés officiellement au cours de leur production et de leur commercialisation afin d'établir que les prescriptions et les conditions énoncées dans le présent arrêté ont été respectées. A cet effet, le Service a librement accès à toutes les parties des installations des fournisseurs à toute heure raisonnable. Les modalités des contrôles sont arrêtées par le Ministre, conformément aux modalités arrêtées par l'Union européenne. Les règles de contrôle sont proportionnées à la catégorie des matériels concernés.

Le Ministre peut déléguer les tâches visées par le présent arrêté, à accomplir sous l'autorité et le contrôle du Service, à toute personne morale, de droit public ou privé, qui en vertu de ses statuts officiellement agréés, est chargée exclusivement de tâches d'intérêt public spécifiques, à condition que cette personne morale et ses membres ne tirent aucun profit personnel du résultat des mesures qu'ils prennent. En cas de délégation du contrôle, le règlement de contrôle doit recevoir l'aval du Service.

Art. 15. Des essais ou, selon ce qui est le plus approprié, des analyses sont effectués sur des échantillons, afin de vérifier que les matériels de multiplication de plantes fruitières satisfont aux exigences et aux conditions fixées par le présent arrêté, y compris celles d'ordre phytosanitaire.

Art. 16. § 1^{er}. S'il est constaté, lors de l'inspection officielle prévue à l'article 14, ou des essais ou analyses visés à l'article 15, que les matériels de multiplication ou les plantes fruitières commercialisés ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, le Service concerné prend toute mesure appropriée pour que la conformité à ces prescriptions soit assurée ou, si cela n'est pas possible, pour que la commercialisation des matériels de multiplication ou des plantes fruitières non conformes soit interdite dans la Communauté.

§ 2. S'il est constaté que les matériels de multiplication ou les plantes fruitières commercialisés par un fournisseur ne sont pas conformes aux prescriptions et aux conditions énoncées dans le présent arrêté, le Service veille à ce que des mesures appropriées soient prises à l'encontre de ce fournisseur. S'il est interdit à ce fournisseur de commercialiser des matériels de multiplication et des plantes fruitières, le Service en informe la Commission et les organismes des Etats membres de l'Union européenne qui sont compétents au niveau national. Toute mesure prise à l'encontre du fournisseur est levée dès qu'il est établi avec une certitude suffisante que les matériels de multiplication ou les plantes fruitières destinés à la commercialisation par le fournisseur seront, à l'avenir, conformes aux prescriptions et conditions énoncées dans le présent arrêté.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions générales et finales*

Art. 17. Le Ministre, peut apporter des modifications à la liste des genres et espèces figurant en annexe, conformément aux décisions prises par l'Union européenne.

Le Service établit le règlement de contrôle des matériels de reproduction et des plantes fruitières produits sur le territoire de la Région wallonne et destinés à la commercialisation, conformément aux dispositions du présent arrêté et de ces arrêtés d'applications.

Art. 18. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions de la loi du 11 juillet 1969 relative aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage. Sont également d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie et, s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 19. Jusqu'au 31 décembre 2018, est autorisée la commercialisation de matériels de multiplication et de plantes fruitières prélevés sur des plantes parentales existant avant le 30 septembre 2012 et ayant été officiellement certifiés ou répondant aux conditions requises pour être qualifiés de matériels CAC avant le 31 décembre 2018. Lorsqu'ils sont commercialisés, ces matériels de multiplication et plantes fruitières sont identifiés par l'inscription d'une référence au présent article sur l'étiquette ou sur le document du fournisseur. Au-delà du 31 décembre 2018, les matériels de multiplication et les plantes fruitières peuvent être commercialisés à condition de satisfaire aux prescriptions du présent arrêté.

Art. 20. Le présent arrêté est d'application à partir du 30 septembre 2012. Le présent arrêté abroge, avec effet au 30 septembre 2012, l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2005 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.

Art. 21. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE I^{re}

Liste des genres et espèces auxquels s'applique le présent arrêté

Castanea sativa Mill.

Citrus L.

Corylus avellana L.

Cydonia oblonga Mill.

Ficus carica L.

Fortunella Swingle

Fragaria L.

Juglans regia L.

Malus Mill.

Olea europaea L.

Pistacia vera L.

Poncirus Raf.

Prunus amygdalus Batsch

Prunus armeniaca L.

Prunus avium (L.) L.

Prunus cerasus L.

Prunus domestica L.

Prunus persica (L.) Batsch

Prunus salicina Lindley

Pyrus L.

Ribes L.

Rubus L.

Vaccinium L.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.

Namur, le 23 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2227

[2009/202661]

23. APRIL 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 1. März 2007 mit verschiedenen Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 11. Dezember 2008;

Aufgrund des am 11. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.044/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Zielsetzungen und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass überträgt die Richtlinie 2008/90/EG des Rates vom 29. September 2008 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten als:

1° Vermehrungsmaterial: Saatgut, Pflanzenteile und jegliches Pflanzenmaterial einschließlich der Unterlagen zur Vermehrung und Erzeugung von Pflanzen von Obstarten;

2° Pflanzen von Obstarten: Pflanzen, die nach dem Inverkehrbringen gepflanzt oder aufgepflanzt werden sollen;

3° Sorte: eine pflanzliche Gesamtheit innerhalb eines einzigen botanischen Taxons der untersten bekannten Rangstufe, die:

a) durch die sich aus einem bestimmten Genotyp oder einer bestimmten Kombination von Genotypen ergebende Ausprägung der Merkmale definiert werden kann;

b) zumindest durch die Ausprägung eines der erwähnten Merkmale von jeder anderen pflanzlichen Gesamtheit unterschieden werden kann, und

c) in Anbetracht ihrer Eignung, unverändert vermehrt zu werden, als Einheit angesehen werden kann.

4° Klon: eine genetisch einheitliche vegetative Nachkommenschaft einer einzigen Pflanze;

5° Vorstufenmaterial: Vermehrungsmaterial,

a) das nach allgemein anerkannten Verfahren zur Erhaltung der Echtheit der Sorte einschließlich der einschlägigen pomologischen Merkmale sowie zur Verhütung von Pflanzenkrankheiten gewonnen wurde;

b) das zur Erzeugung von Basismaterial oder von zertifiziertem Material von anderen Pflanzen als Obstarten bestimmt ist;

c) das die spezifischen Anforderungen an Vorstufenmaterial nach Artikel 5 erfüllt und

d) gemäß einer amtlichen Prüfung die unter a, b und c genannten Anforderungen erfüllt;

6° Basismaterial: Vermehrungsmaterial,

a) unmittelbar oder in einer begrenzten Anzahl von Stufen vegetativ aus Vorstufenmaterial nach allgemein anerkannten Verfahren zur Erhaltung der Echtheit der Sorte einschließlich der einschlägigen pomologischen Merkmale sowie zur Verhütung von Pflanzenkrankheiten gewonnen wurde;

b) das zur Erzeugung von zertifiziertem Material bestimmt ist;

c) das die spezifischen Anforderungen an das Basismaterial nach Artikel 5 erfüllt und

d) gemäß einer amtlichen Prüfung die unter a, b und c genannten Anforderungen erfüllt;

7° zertifiziertes Material:

a) Vermehrungsmaterial,

i) das unmittelbar vegetativ aus Basismaterial oder Vorstufenmaterial oder, wenn es für die Erzeugung von Unterlagen bestimmt ist, aus zertifiziertem Saatgut von Basis- oder zertifiziertem Material von Unterlagen gewonnen wurde;

ii) das für die Erzeugung Pflanzen von Obstarten bestimmt ist,

iii) das die spezifischen Anforderungen an zertifiziertes Material nach Artikel 5 erfüllt und

* gemäß einer amtlichen Prüfung die in den Ziffern i, ii und iii genannten Anforderungen erfüllt;

b) Pflanzen von Obstarten:

i) die unmittelbar aus zertifiziertem Basis- oder Vorstufenvermehrungsmaterial gewonnen wurden;

ii) die für die Erzeugung von Obst bestimmt sind;

iii) die die spezifischen Anforderungen an zertifiziertes Material nach Artikel 5 erfüllt und

iv) die gemäß einer amtlichen Prüfung die in den Ziffern i, ii und iii genannten Anforderungen erfüllen;

8° CAC (*Conformitas Agraria Communitatis*)-Material: Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten,

a) die sortenecht und ausreichend sortenrein sind;

b) die für die Erzeugung von Vermehrungsmaterial, die Erzeugung von Pflanzen von Obstarten und/oder die Erzeugung von Obst bestimmt sind, und

c) die die spezifischen Anforderungen an CAC-Material nach Artikel 5 erfüllen;

9° Versorger: eine natürliche oder juristische Person, die in Bezug auf Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten berufsmäßig zumindest eine der folgenden Tätigkeiten ausführt: Reproduktion, Erzeugung, Erhaltung oder Behandlung, Einfuhr und Inverkehrbringen;

10° Inverkehrbringen: der Verkauf, der Besitz im Hinblick auf den Verkauf, das Anbieten zum Verkauf und jede Überlassung, Lieferung oder Übertragung von Vermehrungsmaterial an Dritte, entgeltlich oder unentgeltlich, zum Zwecke der kommerziellen Nutzung.

11° Partie: eine bestimmte Stückzahl ein und derselben Ware, die in Bezug auf Zusammensetzung und Ursprung homogen ist;

12° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

13° Dienststelle: die Direktion der Qualität der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die für die Anwendung des vorliegenden Erlasses die verantwortliche Behörde ist;

14° Amtliche Prüfung: die von der Dienststelle oder im Rahmen ihrer Verantwortlichkeit durchgeführte Prüfung.

Art. 3 - § 1. Der vorliegende Erlass ist anwendbar auf das Inverkehrbringen der in Anlage I aufgeführten Gattungen und Arten sowie deren Hybriden innerhalb der Gemeinschaft. Der vorliegende Erlass gilt ebenfalls für Unterlagen und andere Pflanzenteile von anderen Gattungen oder Arten als jenen, die in Anlage I aufgeführt werden, oder deren Hybriden, wenn sie Edelreiser der in der Anlage I aufgeführten Gattungen oder Arten oder von deren Hybriden tragen oder tragen sollen.

§ 2. Der vorliegende Erlass gilt weder für das Vermehrungsmaterial, noch für die Pflanzen von Obstarten, die nachweislich dazu bestimmt ist, in Drittländer ausgeführt zu werden, und eindeutig als solche gekennzeichnet und hinreichend abgegrenzt sind.

Die in Absatz 1 angeführten Durchführungsmaßnahmen, insbesondere über die Kennzeichnung und Absonderung, werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen beschlossen.

§ 3. Der vorliegende Erlass wird unbeschadet der föderalen Zuständigkeiten in Sachen Pflanzenschutz und insbesondere der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 10. August 2005 über die Bekämpfung von Organismen, die für Pflanzen und pflanzliche Stoffe schädlich sind, gefasst.

KAPITEL II — Anforderungen an Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten

Art. 4 - § 1. Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten dürfen nur dann in Verkehr gebracht werden, wenn:

1° das Vermehrungsmaterial amtlich als Vorstufenmaterial, Basismaterial oder zertifiziertes Material zertifiziert worden ist oder die Bedingungen für die Einstufung als CAC-Material erfüllt;

2° die Pflanzen von Obstarten amtlich als zertifiziertes Material zertifiziert worden sind oder die Bedingungen für die Einstufung als CAC-Material erfüllen.

§ 2. Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten, die aus einem genetisch veränderten Organismus im Sinne des Artikels 2 Punkte 1 und 2 des Königlichen Erlasses vom 21. Februar 2005 zur Regelung der absichtlichen Freisetzung in die Umwelt sowie des Inverkehrbringens von genetisch veränderten Organismen oder Erzeugnissen, die derartige Organismen beinhalten, bestehen, werden nur dann in Verkehr gebracht, wenn der genetisch veränderte Organismus gemäß des vorgenannten Erlasses oder gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 zugelassen worden ist.

Sollen aus Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten hervorgegangene Erzeugnisse als oder in Lebensmittel(n) im Sinne von Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 oder als oder in Futtermittel(n) im Sinne von Artikel 15 derselben Verordnung verwendet werden, so werden das betreffende Vermehrungsmaterial und die betreffenden Pflanzen von Obstarten nur dann in Verkehr gebracht, wenn das aus diesem Material hervorgegangene Lebensmittel oder Futtermittel gemäß der genannten Verordnung zugelassen worden ist.

§ 3. Die Bestimmungen von § 1 finden keine Anwendung, falls Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten in geeigneten Mengen in Verkehr gebracht werden, die bestimmt sind für Tests oder wissenschaftliche Zwecke oder für Zuchtzwecke oder als Beitrag zur Bewahrung der genetischen Vielfalt. Der Minister ist befugt, die Bedingungen für dieses Inverkehrbringen festzulegen, insbesondere wenn Bedingungen für das Inverkehrbringen von der Europäischen Union festgelegt worden sind.

Art. 5 - Für jede im Anhang I aufgeführte Gattung oder Art legt der Minister nach dem von der Europäischen Union verabschiedeten Verfahren die spezifischen Anforderungen fest, die folgende Angaben enthalten:

1° die Bedingungen, denen CAC-Material hinsichtlich der Qualität und der Pflanzengesundheit entsprechen muß, insbesondere im Zusammenhang mit dem angewandten Vermehrungssystem, der Reinheit der Aufwüchse und - außer bei Unterlagen, deren Material keiner Sorte angehört - dem Sortenaspekt,

2° die Bedingungen, denen Vorstufenmaterial, Basismaterial und zertifiziertes Material entsprechen muss, und zwar hinsichtlich der Qualität (bei Vorstufenmaterial und Basismaterial einschließlic der Verfahren zur Erhaltung der Echtheit der Sorte und gegebenenfalls des Klons sowie der einschlägigen pomologischen Merkmale), der Pflanzengesundheit, der angewandten Prüfverfahren, des/der angewandten Vermehrungssystems/-systeme und - außer bei Unterlagen, deren Material keiner Sorte angehört - des Sortenaspekts;

3° die Bedingungen, denen Unterlagen und sonstige Pflanzenteile von nicht in Anhang I aufgeführten Gattungen oder Arten oder deren Hybriden entsprechen müssen, um Edelreiser der in Anhang I aufgeführten Gattungen oder Arten oder deren Hybriden zu tragen.

KAPITEL III — Anforderungen an die Versorger

Art. 6 - Versorger, die Tätigkeiten im Rahmen dieses Erlasses nachgehen, werden amtlich bei der Dienststelle registriert. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Versorger, die Vermehrungsmaterial von Obstarten oder Pflanzen von Obstarten nur an nicht gewerbliche Endverbraucher vermarkten.

Der Minister legt gegebenenfalls die Durchführungsvorschriften zu dem vorliegenden Artikel fest, falls derartige Vorschriften von der Europäischen Union vorgeschrieben werden.

Art. 7 - 1° Vorstufenmaterial, Basismaterial und zertifiziertes Material sowie CAC-Material wird unter der Verantwortung der Versorger, die Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten erzeugen oder reproduzieren, gewonnen. Die betreffenden Versorger:

a) ermitteln und überwachen kritische Punkte im Erzeugungsprozess, welche die Qualität des Materials beeinflussen;

b) bewahren Informationen über die unter dem Punkt a) genannte Überwachung auf, damit sie nach einer entsprechenden Aufforderung durch die Dienststelle von dieser geprüft werden können;

c) nehmen erforderlichenfalls Proben zwecks Analyse in einem Labor,

d) stellen sicher, dass Partien von Vermehrungsmaterial während des Erzeugungsprozesses gesondert ermittelt werden können.

2° Für den Fall, dass im Betrieb eines Versorgers ein Schadorganismus, der in den Anhängen zu dem vorerwähnten Königlichen Erlass vom 10. August 2005 aufgeführt oder auf den in den nach Artikel 5 des vorliegenden Erlasses festgelegten spezifischen Anforderungen Bezug genommen wird, in einem größeren Umfang als dem gemäß diesen spezifischen Anforderungen zulässigen Umfang auftritt, unterrichtet der Versorger unverzüglich unbeschadet anderer Meldepflichten gemäß dem vorerwähnten Königlichen Erlass vom 10. August 2005 die Dienststelle von diesem Auftreten.

Der Versorger wendet alle von der Dienststelle festgelegten Maßnahmen an, unbeschadet der durch den Königlichen Erlass vom 10. August 2005 und seiner Ausführungserlasse auferlegten Maßnahmen.

3° Die Versorger führen mindestens drei Jahre lang Buch über ihre Verkäufe und Käufe, wenn Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten in Verkehr gebracht werden. Diese Maßnahme gilt nicht für Versorger, die gemäß Artikel 6 von der Registrierung befreit sind.

4° Der Minister legt gegebenenfalls die Durchführungsvorschriften zu § 1 fest, falls derartige Vorschriften von der Europäischen Union vorgeschrieben werden.

KAPITEL IV — Identitätsnachweis und Etikettierung

Art. 8 - § 1. Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten werden mit einem Hinweis auf die Sorte, der sie angehören, in den Verkehr gebracht. Soweit das Material im Falle von Unterlagen keiner Sorte angehört, ist auf die betreffende Art oder die betreffende interspezifische Hybride zu verweisen.

§ 2. Die gemäß § 1 zu nennenden Sorten müssen:

1° durch die Bestimmungen des Sortenschutzes rechtlich geschützt sein;

2° gemäß § 4 amtlich eingetragen sein; oder

3° allgemein bekannt sein. Eine Sorte gilt als allgemein bekannt, wenn sie

a) in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union amtlich eingetragen ist;

b) wenn in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ein Antrag auf amtliche Eintragung oder ein Antrag auf Sortenschutz gemäß Punkt 1° gestellt wurde; oder

c) wenn sie bereits vor dem 30. September 2012 im belgischen Hoheitsgebiet oder eines anderen Mitgliedstaats Mitgliedstaat der Europäischen Union in Verkehr gebracht wurde, sofern zu ihr eine amtlich anerkannte Beschreibung vorliegt.

Der Hinweis gemäß § 1 kann auch bei einer Sorte erfolgen, die an sich ohne Wert für den Anbau zu kommerziellen Zwecken ist, sofern zu der betreffenden Sorte eine amtlich anerkannte Beschreibung vorliegt und das Vermehrungsmaterial und die Pflanzen von Obstarten als CAC-Material im belgischen Hoheitsgebiet in Verkehr gebracht werden und durch einen Hinweis auf diese Bestimmung auf dem Etikett und/oder Dokument gekennzeichnet sind.

§ 3. Jede Sorte muss möglichst in allen Mitgliedstaaten entsprechend den Durchführungsmaßnahmen, die diesbezüglich von der Europäischen Union beschlossen werden können, bzw. in Ermangelung solcher Maßnahmen entsprechend den international angenommenen Leitlinien dieselbe Bezeichnung tragen.

§ 4. Die Sorten können amtlich eingetragen werden, wenn befunden wurde, dass sie bestimmte, amtlich genehmigte Bedingungen erfüllen, oder wenn zu ihnen eine amtliche Beschreibung vorliegt. Sie können ferner amtlich eingetragen werden, wenn ihr Material bereits vor dem 30. September 2012 im Hoheitsgebiet des betreffenden Mitgliedstaats in den Verkehr gebracht wurde und sofern zu ihnen eine amtlich anerkannte Beschreibung vorliegt.

Eine genetisch veränderte Sorte darf nur dann amtlich eingetragen werden, wenn der genetisch veränderte Organismus, aus dem sie besteht, gemäß dem vorerwähnten Königlichen Erlass vom 10. August 2005 oder gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 zugelassen worden ist. Sollen aus Vermehrungsgut oder Pflanzen von Obstarten hervorgegangene Erzeugnisse als oder in Lebensmittel(n) im Sinne von Artikel 3 oder als oder in Futtermittel(n) im Sinne von Artikel 15 der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 verwendet werden, so wird die betreffende Sorte nur dann amtlich eingetragen, wenn das aus dem betreffenden Material hervorgegangene Lebensmittel oder Futtermittel gemäß der genannten Verordnung zugelassen worden ist.

§ 5. Die Bedingungen für die in § 4 angeführte amtliche Eintragung werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen beschlossen. Sie umfassen:

1° die amtlichen Zulassungsvoraussetzungen; diese umfassen insbesondere die Kriterien Unterscheidbarkeit, Beständigkeit und hinreichende Homogenität;

2° die bei der Prüfung der jeweiligen Sorte mindestens zu erfassenden Merkmale;

3° die Prüfungsmindestanforderungen;

4° die Höchstdauer der amtlichen Sortenzulassung.

Art. 9 - Bei Anzucht, Aufzucht, Ernte oder Entnahme vom Elternmaterial sind Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten partieweise getrennt zu halten. Werden Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten unterschiedlichen Ursprungs bei Verpackung, Lagerung, Beförderung oder Lieferung zusammengebracht oder vermischt, so führt der Versorger über folgendes Buch: Zusammensetzung der Sendung und Ursprung der einzelnen Bestandteile.

Art. 10 - § 1. Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten nur in ausreichend homogenen Partien und nur dann in den Verkehr gebracht werden, wenn sie:

1° als CAC-Material eingestuft werden und von einem Dokument begleitet sind, das der Versorger gemäß den Bedingungen der Tabelle nach Artikel 5 erstellt. Enthält dieses Dokument eine amtliche Erklärung, so ist diese deutlich von dem restlichen Inhalt des Dokuments zu trennen; oder

2° als Vorstufenmaterial, Basismaterial oder zertifiziertes Material eingestuft und als solches von der Dienststelle nach Maßgabe der Tabelle nach Artikel 5 zertifiziert worden sind. Der Minister legt gegebenenfalls Auflagen für Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten hinsichtlich der Kennzeichnung oder Plombierung und Verpackung fest, insofern derartige Auflagen von der Europäischen Union festgelegt werden.

§ 2. Bei Einzelhandelslieferung von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten an einen nicht gewerblichen Endverbraucher können die in § 1 angeführten Etikettierungsvorschriften auf die angemessene Produktinformation beschränkt werden.

§ 3. Im Falle von Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten einer genetisch veränderten Sorte enthält jedes Etikett und jedes amtliche oder sonstige Begleitpapier, das nach den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses an diesem Material befestigt ist bzw. dieser beiliegt, einen klaren Hinweis darauf, dass es sich um eine genetisch veränderte Sorte handelt, sowie die Angabe der spezifischen Erkennungsmarker der genetisch veränderten Organismen.

KAPITEL V — Befreiungen

Art. 11 - Kleinerzeuger, bei denen Erzeugung und Verkauf von Vermehrungsmaterial und von Pflanzen von Obstarten in vollem Umfang für den nicht berufsmäßig in der Pflanzenproduktion tätigen Endverbraucher auf dem örtlichen Markt bestimmt sind ("örtlicher Warenverkehr"), können von der Anwendung von Artikel 10, § 1 ausgenommen werden. Beim lokalen Warenverkehr mit Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten, die von den gemäß dem ersten Gedankenstrich ausgenommenen Personen hergestellt worden sind, können die Kontrollen und die amtlichen Prüfungen gemäß Artikel 14 entfallen.

Durchführungsvorschriften mit weiteren Anforderungen zu den in Absatz 1 genannten Ausnahmen, insbesondere bezüglich der Begriffe "Kleinerzeuger" und "örtlicher Markt", sowie zu den entsprechenden Verfahren werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen erlassen.

Art. 12 - Für den Fall vorübergehender Schwierigkeiten bei der Versorgung mit Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten, die den Anforderungen des vorliegenden Erlasses entsprechen, infolge Naturkatastrophen oder unvorhersehbarer Umstände, kann der Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen Vorschriften weniger strenge Qualitätsanforderungen für das Inverkehrbringen dieser Erzeugnisse erlassen.

KAPITEL VI — Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten aus Drittländern

Art. 13 - Solange die Europäische Union keine Entscheidung auf diesem Gebiet getroffen hat, legt der Minister die Bedingungen für die Einfuhr von Vermehrungsmaterial und von Pflanzen von Obstarten aus Drittländern fest. Diese Bedingungen sind mindestens denen gleichwertig, die als zeitweilige oder permanente Bedingungen in den spezifischen Anforderungen nach Artikel 5 aufgeführt sind. Sind solche Bedingungen in den spezifischen Anforderungen nicht aufgeführt, so müssen die Einfuhrbedingungen mindestens denen entsprechen, die für die Erzeugung auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelten.

KAPITEL VII — Überprüfungsmaßnahmen

Art. 14 - Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten werden bei ihrer Erzeugung und bei ihrem Inverkehrbringen amtlich geprüft, um festzustellen, das die im vorliegenden Erlass aufgeführten Vorschriften und Bedingungen eingehalten worden sind. Zu diesem Zweck hat die Dienststelle zu jedem angemessenen Zeitpunkt freien Zutritt zu allen Teilen der Einrichtungen der Versorger. Die Überprüfungsmaßnahmen werden vom Minister gemäß den durch die Europäische Union beschlossenen Maßnahmen festgelegt. Diese Bestimmungen sind im Verhältnis zu der betreffenden Materialkategorie angemessen.

Der Minister kann die im vorliegenden Erlass erwähnten Aufgaben, die unter der Aufsicht und Kontrolle der Dienststelle zu erfüllen sind, juristischen Personen des öffentlichen Rechts oder des Privatrechts, die im Rahmen ihrer behördlich genehmigten Satzung ausschließlich für spezifische öffentliche Aufgaben zuständig sind, übertragen, sofern die juristische Person und ihre Mitglieder am Ergebnis der von ihnen getroffenen Maßnahmen kein persönliches Interesse haben. Im Fall von Übertragung der Überwachung muss die Regelung der Überwachung die Avalierung der Dienststelle erhalten.

Art. 15 - Die Dienststelle führt Tests oder gegebenenfalls Analysen an Proben durch, damit festgestellt werden kann, ob Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses, einschließlich der Pflanzenschutzvorschriften, erfüllen.

Art. 16 - § 1. Erweist es sich bei der amtlichen Prüfung nach Artikel 14 oder den Tests oder Analysen nach Artikel 15, dass in den Verkehr gebrachtes Vermehrungsmaterial bzw. in den Verkehr gebrachte Pflanzen von Obstarten den Anforderungen des vorliegenden Erlasses nicht entsprechen, so ergreift die Dienststelle alle geeigneten Maßnahmen, um sicherzustellen, dass sie mit diesen Anforderungen in Einklang gebracht werden oder, falls dies nicht möglich ist, um das Inverkehrbringen dieses Vermehrungsmaterials bzw. dieser Pflanzen von Obstarten innerhalb der Gemeinschaft zu verhindern.

§ 2. Erweist es sich, dass Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten durch einen Versorger in den Verkehr gebracht werden, die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht erfüllen, so stellt die Dienststelle sicher, dass gegen diesen Versorger in geeigneter Weise vorgegangen wird. Wird dem Versorger verboten, Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten in den Verkehr zu bringen, so unterrichtet die Dienststelle die Kommission und die auf nationaler Ebene zuständigen Einrichtungen der Mitgliedstaaten. Die Maßnahmen nach Absatz § 2 werden so schnell wie möglich zurückgenommen, sobald mit hinreichender Sicherheit feststeht, dass Vermehrungsmaterial oder Pflanzen von Obstarten, die von dem betreffenden Versorger zum Inverkehrbringen bestimmt werden, künftig die Vorschriften und Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

KAPITEL VIII — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 17 - Der Minister ist befugt, die Liste der in der Anlage aufgeführten Gattungen und Arten gemäß den durch die Europäische Union getroffenen Beschlüssen abzuändern.

Die Dienststelle legt die Modalitäten für die Überprüfung des Vermehrungsmaterials und der Pflanzen von Obstarten, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region erzeugt und für das Inverkehrbringen bestimmt sind, fest und sorgt für die Anwendung der Vorschriften des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse.

Art. 18 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht. Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

Art. 19 - Die Vermarktung von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten von Mutterpflanzen, die vor dem 30. September 2012 bereits existierten und bereits amtlich zertifiziert worden sind oder die Bedingungen für eine Einstufung als CAC-Material vor dem 31. Dezember 2018 erfüllt haben, wird gestattet. Werden das betreffende Vermehrungsmaterial und die betreffenden Pflanzen von Obstarten in Verkehr gebracht, so werden sie durch einen Hinweis auf den vorliegenden Artikel auf dem Etikett und/oder Dokument des Versorgers gekennzeichnet. Nach dem 31. Dezember 2018 dürfen Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten nur in Verkehr gebracht werden, wenn sie die Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

Art. 20 - Der vorliegende Erlass ist ab dem 30. September 2012 anwendbar. Der vorliegende Erlass hebt am 30. September 2012 den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. April 2005 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung auf.

Art. 21 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE I

Liste der Gattungen und Arten, auf die der vorliegende Erlass Anwendung findet

Castanea sativa Mill.

Citrus L.

Corylus avellana L.

Cydonia oblonga Mill.

Ficus carica L.

Fortunella Swingle

Fragaria L.

Juglans regia L.

Malus Mill.

Olea europaea L.

Pistacia vera L.

Poncirus Raf.

Prunus amygdalus Batsch

Prunus armeniaca L.

Prunus avium (L.) L.

Prunus cerasus L.

Prunus domestica L.

Prunus persica (L.) Batsch

Prunus salicina Lindley

Pyrus L.

Ribes L.

Rubus L.

Vaccinium L.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009 über das Inverkehrbringen von Vermehrungsmaterial und Pflanzen von Obstarten zur Fruchterzeugung beigelegt zu werden.

Namur, den 23. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2227

[2009/202661]

23 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, zoals laatst gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 11 december 2008;

Gelet op advies 46.044/4 van de Raad van State, gegeven op 11 maart, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Doel en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2008/90/EG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 29 september 2008 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, omgezet.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° teeltmateriaal : zaad, plantendelen en alle plantmateriaal, inclusief onderstammen, bestemd voor de vermeerdering en de productie van fruitgewassen;

2° fruitgewassen : de gewassen die bestemd zijn om, nadat zij in de handel zijn gebracht, te worden uitgeplant of herplant;

3° ras : een plantengroep van één enkele botanische taxon, van de laagste bekende rang, die :

a) kan worden omschreven met de kenmerken die verband houden met een bepaald genotype of een bepaalde combinatie van genotypen;

b) van elke andere plantengroep kan worden onderscheiden met ten minste één van de genoemde kenmerken, en

c) kan worden beschouwd als een eenheid, op grond van haar geschiktheid voor vermeerdering zonder veranderingen;

4° cloon : een genetisch uniforme vegetatieve afstamming van één enige plant

5° prebasismateriaal : teeltmateriaal :

a) dat volgens algemeen aanvaarde methoden werd bekomen met het oog op de instandhouding van de identiteit van het ras, met inbegrip van de relevante pomologische eigenschappen, alsmede ter voorkoming van ziekten;

b) dat bestemd is voor de productie van basisteeltmateriaal of van gecertificeerd teeltmateriaal ander dan fruitgewassen;

c) dat voldoet aan de specifieke voorschriften die van toepassing zijn op het prebasismateriaal en die overeenkomstig artikel 5 zijn vastgesteld, en

d) waarvan bij officiële inspectie is erkend dat het aan de in punten a), b) en c) bedoelde eisen voldoet;

6° basismateriaal : teeltmateriaal :

a) dat volgens algemeen aanvaarde methoden werd bekomen met het oog op de instandhouding van de identiteit van het ras, met inbegrip van de relevante pomologische eigenschappen, alsmede ter voorkoming van ziekten, en dat rechtstreeks afkomstig is van prebasismateriaal of dat in een bekend aantal fasen vegetatief afstamt van prebasismateriaal;

b) dat dient voor de productie van gecertificeerd materiaal;

c) dat voldoet aan de specifieke voorschriften die van toepassing zijn op het basismateriaal en die overeenkomstig artikel 5 zijn vastgesteld, en

d) waarvan bij officiële inspectie is erkend dat het aan de in punten a), b) en c) bedoelde eisen voldoet;

7° gecertificeerd materiaal :

a) teeltmateriaal :

* dat rechtstreeks vegetatief verkregen is vanuit basis- of prebasismateriaal of, als het bestemd is om voor de productie van onderstammen, vanuit gecertificeerd zaad afkomstig van basisonderstammen of van gecertificeerde onderstammen;

* dat dient voor de productie van fruitplanten;

* dat voldoet aan de specifieke voorschriften die van toepassing zijn op het gecertificeerd materiaal en die overeenkomstig artikel 5 zijn vastgesteld, en

* waarvan bij officiële inspectie is erkend dat het aan de in punten i), ii) en iii) bedoelde eisen voldoet;

b) fruitgewassen die :

* rechtstreeks zijn geproduceerd uit gecertificeerd teeltmateriaal, basismateriaal of prebasismateriaal;

* die dienen voor de productie van vruchten;

c) die voldoen aan de specifieke voorschriften die van toepassing zijn op het gecertificeerd materiaal en die overeenkomstig artikel 5 zijn vastgesteld, en

d) waarvan bij officiële inspectie is erkend dat ze aan de in punten i), ii) en iii) bedoelde eisen voldoen;

8° CAC-materiaal (*conformitas agraria communitatis*) : teeltmateriaal en fruitgewassen die :

a) die de variëteitsidentiteit hebben en die voldoende zuiver zijn;

b) die bestemd zijn voor de productie van teeltmateriaal, van fruitgewassen en/of van vruchten, en

c) die voldoen aan de specifieke voorschriften die van toepassing zijn op het CAC-materiaal en die overeenkomstig artikel 5 zijn vastgesteld;

9° leverancier : elke natuurlijke of rechtspersoon die beroepshalve minstens één van de volgende activiteiten verricht met betrekking tot teeltmateriaal of fruitgewassen : vermeerderen, produceren, beschermen en/of behandelen, invoeren en in de handel brengen.

10° in de handel brengen : de verkoop, het bezit met het oog op de verkoop, het aanbieden voor verkoop en iedere beschikbaarstelling, levering of overdracht van teeltmateriaal of fruitgewassen aan derden, al dan niet tegen vergoeding, met het oog op commercieel gebruik;

11° partij een aantal eenheden van een product, identificeerbaar door zijn homogene samenstelling en oorsprong;

12° Minister : de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft;

13° Dienst : de Directie Kwaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst die de bevoegde overheid is voor de toepassing van dit besluit;

14° officiële inspectie : de inspectie die door de Dienst of onder zijn verantwoordelijkheid wordt uitgeoefend.

Art. 3. § 1. Dit besluit betreft het in de handel brengen binnen de Gemeenschap van de geslachten of soorten vermeld in bijlage I, alsook van hybriden daarvan. Dit besluit is tevens van toepassing op de onderstammen en andere plantendelen van andere geslachten of soorten dan die vermeld in bijlage I of van hybriden daarvan, wanneer materiaal van de in bijlage I vermelde geslachten of soorten of hun hybriden daarop wordt of moet worden geënt.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op teeltmateriaal of fruitgewassen waarvan is aangetoond dat ze bestemd zijn voor uitvoer naar derde landen, op voorwaarde dat ze nauwkeurig als dusdanig geïdentificeerd en voldoende geïsoleerd zijn.

De uitvoeringsmaatregelen van het eerste lid, inzonderheid die betreffende de identificatie en de afzondering, worden door de Minister vastgesteld, overeenkomstig de door de Europese Unie goedgekeurde maatregelen.

§ 3. Dit besluit wordt genomen onverminderd de federale bevoegdheden inzake fytosanitaire aangelegenheden en, inzonderheid, de bepalingen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen.

HOOFDSTUK II. — Voorschriften van toepassing op teeltmateriaal en fruitgewassen

Art. 4. § 1. Teeltmateriaal en fruitgewassen mogen slechts in de handel worden gebracht als :

1° het teeltmateriaal officieel als prebasismateriaal, basismateriaal of gecertificeerd materiaal is gecertificeerd of indien het voldoet aan de voorwaarden om als CAC-materiaal te worden aangemerkt;

2° de fruitgewassen officieel als gecertificeerd materiaal zijn gecertificeerd of voldoen aan de voorwaarden om als CAC-materiaal te worden aangemerkt.

§ 2. Teeltmateriaal en fruitgewassen die bestaan uit een genetisch gemodificeerd organisme in de zin van artikel 2, 1° en 2° van het koninklijk besluit van 21 februari 2005 tot reglementering van de doelbewuste introductie in het leefmilieu evenals van het in de handel brengen van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die er bevatten, worden alleen in de handel gebracht indien het genetisch gemodificeerde organisme uit hoofde van dit besluit of van Verordening (EG) nr. 1829/2003 is toegelaten.

Wanneer van fruitgewassen of van teeltmateriaal afgeleide producten bestemd zijn om te worden gebruikt als of in levensmiddelen in de zin van artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1829/2003 of als of in diervoeders in de zin van artikel 15 van dezelfde verordening, worden het betrokken teeltmateriaal en het betrokken fruitgewas alleen in de handel gebracht indien het van dit materiaal afgeleide levensmiddel of diervoeder uit hoofde van die verordening is toegelaten.

§ 3. De bepalingen van § 1 zijn niet van toepassing wanneer teeltmateriaal of fruitgewassen in passende hoeveelheden in de handel worden gebracht en bestemd zijn voor wetenschappelijke doeleinden, voor selectie; of om te helpen de genetische verscheidenheid te behouden. De Minister kan de voorwaarden waaronder dat materiaal in de handel wordt gebracht, vaststellen met name als verkoopvoorwaarden bepaald zijn door de Europese Unie.

Art. 5. Voor elk geslacht of elke soort bedoeld in bijlage I bepaalt de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen, specifieke voorschriften die specificeren :

1° de voorwaarden betreffende kwaliteit en fytosanitaire toestand waaraan CAC-materiaal moet voldoen, inzonderheid de voorwaarden inzake het toegepaste vermeerderingsprocédé, de zuiverheid van het staand gewas en, behalve in het geval van onderstammen waarvan het materiaal niet tot een ras behoort, het rasaspect;

2° de voorwaarden waaraan prebasismateriaal, basismateriaal en gecertificeerd materiaal moeten voldoen inzake kwaliteit (inclusief, voor prebasis- en basismateriaal, methoden voor de instandhouding van de identiteit van het ras en, indien van toepassing, van de kloon, met inbegrip van de relevante pomologische kenmerken), fytosanitaire toestand, de toegepaste onderzoeksmethoden en -procedures, het (de) toegepaste vermeerderingssyste(m)(en) en, behalve in het geval van onderstammen waarvan het materiaal niet tot een ras behoort, het rasaspect;

3° de voorwaarden waaraan onderstammen en andere plantendelen van andere dan de in bijlage I genoemde geslachten of soorten of hybriden daarvan moeten voldoen wanneer teeltmateriaal van de in bijlage I genoemde geslachten en soorten of hybriden daarvan daarop wordt geënt.

HOOFDSTUK III. — *Voorschriften waaraan leveranciers moeten voldoen*

Art. 6. De leveranciers worden bij de Dienst officieel geregistreerd voor de activiteiten die zij uit hoofde van dit besluit uitoefenen. Deze bepaling is niet van toepassing op leveranciers die teeltmateriaal voor fruitgewassen en fruitgewassen alleen aan niet-professionele eindverbruikers verkopen of leveren.

In voorkomend geval bepaalt de Minister de toepassingsvoorwaarden van dit artikel voor zover dergelijke voorwaarden voorgeschreven worden door de Europese Unie.

Art. 7. 1° Het prebasis-, basis- en gecertificeerd materiaal alsook CAC-materiaal wordt geproduceerd onder de verantwoordelijkheid van leveranciers die teeltmateriaal en fruitgewassen produceren of vermeerderen. Daartoe doen deze leveranciers het volgende :

- a) zij identificeren en controleren kritische punten in hun productieproces die de kwaliteit van het materiaal beïnvloeden;
- b) houden gegevens betreffende de in punt a) bedoelde controle bij, die desgewenst door de Dienst kunnen worden onderzocht;
- c) nemen zo nodig monsters voor analyse in een laboratorium; en
- d) zorgen ervoor dat partijen teeltmateriaal tijdens de productie afzonderlijk identificeerbaar blijven.

2° Indien op een bedrijf van een leverancier een schadelijk organisme dat in de bijlagen bij bovenvermeld koninklijk besluit van 10 augustus 2005 voorkomt of dat in de overeenkomstig artikel 5 van dit besluit vastgestelde specifieke voorschriften wordt bedoeld, wordt aangetroffen in een hogere mate dan in die specifieke voorschriften is toegestaan, meldt de leverancier dit onverwijld aan de Dienst, niettegenstaande de rapportageverplichtingen bedoeld in bovenvermeld koninklijk besluit van 10 augustus 2005.

De leverancier voert alle door de Dienst opgelegde maatregelen uit, niettegenstaande de maatregelen opgelegd bij het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 en zijn uitvoeringsbesluiten.

3° De leveranciers houden ten minste drie jaar lang een register van hun verkoop of aankoop van teeltmateriaal of fruitgewassen bij. Die maatregel is niet van toepassing op leveranciers die overeenkomstig artikel 6 zijn vrijgesteld van registratie.

4° In voorkomend geval bepaalt de Minister de toepassingsmodaliteiten van § 1, voor zover dergelijke modaliteiten vastgesteld worden door de Europese Unie.

HOOFDSTUK IV. — *Aanduiding van het ras en etikettering*

Art. 8. § 1. Teeltmateriaal en fruitgewassen worden alleen in de handel gebracht met vermelding van het ras waartoe zij behoren. Wanneer, bij onderstammen, het materiaal niet tot een ras behoort, wordt er verwezen naar de betrokken soort of naar de betrokken interspecifieke hybride.

§ 2. De rassen waarnaar wordt verwezen in § 1 van dit artikel zijn :

1° wettelijk beschermd uit hoofde van een kwekersrecht overeenkomstig bepalingen betreffende de bescherming van kweekproducten;

2° officieel geregistreerd overeenkomstig § 4 of

3° algemeen bekend; een ras wordt als algemeen bekend beschouwd indien :

- a) het officieel is geregistreerd in een andere lidstaat van de Europese Unie;
- b) het het voorwerp uitmaakt van een aanvraag tot officiële registratie in een lidstaat van de Europese Unie, of van een aanvraag voor een kwekersrecht als bedoeld in punt 1, of
- c) het vóór 30 september 2012 op het Belgische grondgebied of op het grondgebied van een andere lidstaat van de Europese Unie reeds in de handel is gebracht, op voorwaarde dat het een officieel erkende beschrijving heeft.

Het ras waarna overeenkomstig § 1 moet worden verwezen kan ook een ras zijn dat geen intrinsieke waarde heeft voor de commerciële plantaardige productie, mits dat ras een officieel erkende beschrijving heeft en het teeltmateriaal en de fruitgewassen op het Belgische grondgebied als CAC-materiaal in de handel worden gebracht en worden geïdentificeerd door middel van een verwijzing naar deze bepaling op het etiket en/of het document van de leverancier.

§ 3. Voor zover mogelijk moet ieder ras in alle lidstaten dezelfde benaming hebben, overeenkomstig de daartoe door de Europese Unie vastgestelde maatregelen of, bij gebrek, overeenkomstig aanvaarde internationale richtsnoeren.

§ 4. De rassen kunnen officieel geregistreerd worden indien gebleken is dat zij voldoen aan bepaalde officieel goedgekeurde voorwaarden en indien zij een officiële omschrijving hebben. Zij kunnen ook officieel worden geregistreerd indien hun materiaal reeds vóór 30 september 2012 op het grondgebied van de lidstaat in de handel is gebracht, op voorwaarde dat zij een officieel erkende beschrijving hebben.

Een genetisch gemodificeerd ras kan alleen officieel worden geregistreerd indien het genetisch gemodificeerde organisme waaruit het bestaat, overeenkomstig bovenvermeld koninklijk besluit van 21 februari 2005 of Verordening (EG) nr. 1829/2003 is toegelaten. Wanneer van fruitgewassen of van teeltmateriaal afgeleide producten bestemd zijn om te worden gebruikt als of in levensmiddelen in de zin van artikel 3 of als of in diervoeders in de zin van artikel 15 van dezelfde verordening, wordt het betrokken ras alleen officieel geregistreerd indien de van dit materiaal afgeleide levensmiddelen of diervoeders uit hoofde van die verordening zijn toegelaten.

§ 5. De eisen voor de in § 4 bedoelde officiële registratie worden door de Minister vastgesteld overeenkomstig de maatregelen aangenomen door de Europese Unie, en behelzen :

- 1° de voorwaarden voor officiële registratie die met name betrekking kunnen hebben op de eigenheid, bestendigheid en voldoende homogeniteit;
- 2° de kenmerken die bij het onderzoek van de verschillende soorten ten minste dienen te worden onderzocht;
- 3° de minimumeisen voor het verrichten van het onderzoek;
- 4° de maximumperiode waarvoor de officiële registratie van een ras geldt.

Art. 9. Tijdens de groei, het rooien of het wegnemen van enten bij het uitgangsmateriaal worden teeltmateriaal en fruitgewassen in afzonderlijke partijen gehouden. Wanneer teeltmateriaal of fruitgewassen van verschillende oorsprong bij verpakking, opslag, vervoer of levering worden samengevoegd of gemengd, houdt de leverancier een register bij met de volgende gegevens : samenstelling van de partij en oorsprong van de samenstellende delen.

Art. 10. § 1. Teeltmateriaal en fruitgewassen mogen slechts in voldoende homogene partijen in de handel worden gebracht indien zij :

1° hetzij gekwalificeerd zijn als CAC-materiaal en vergezeld gaan van een document dat door de leverancier is opgemaakt overeenkomstig de specifieke voorschriften vastgesteld overeenkomstig artikel 5. Wanneer op dit document een officiële verklaring voorkomt, moet deze duidelijk van de rest van de inhoud van het document gescheiden zijn, of

2° gekwalificeerd zijn als prebasismateriaal, basismateriaal of gecertificeerd materiaal en als zodanig gecertificeerd zijn door de Dienst in overeenstemming met de overeenkomstig artikel 5 vastgestelde specifieke voorschriften. In voorkomend geval bepaalt de Minister de voorschriften inzake het etiketteren en/of plomberen en verpakken van het teeltmateriaal en/of de fruitgewassen voor zover dergelijke voorschriften door de Europese Unie worden vastgesteld.

§ 2. Bij kleinhandel van teeltmateriaal en fruitgewassen aan een eindverbruiker die geen beroepsbeoefenaar is, kunnen de in § 1 bedoelde etiketteringsvoorschriften worden beperkt tot de noodzakelijke informatie betreffende het product.

§ 3. In het geval van teeltmateriaal of van een fruitgewas van een genetisch gemodificeerd ras moet op alle op het teeltmateriaal aangebrachte etiketten en op de bij het teeltmateriaal gevoegde begeleidende documenten in het kader van dit decreet, officieel of niet-officieel, duidelijk worden vermeld dat het een genetisch gemodificeerd ras betreft en moeten de eenduidige identificatienummers van de genetische wijzigingen vermeld worden.

HOOFDSTUK V. — *Ontheffingen*

Art. 11. Artikel 10, § 1, is niet van toepassing op kleine producenten waarvan de volledige productie en verkoop van teeltmateriaal en fruitgewassen bestemd is voor uiteindelijk gebruik door personen op de lokale markt die niet beroepshalve betrokken zijn bij de productie van gewassen (lokaal verkeer). Het lokaal verkeer van teeltmateriaal en fruitgewassen geproduceerd door aldus vrijgestelde personen moet niet het voorwerp uitmaken van de controles en van de officiële inspectie bedoeld in artikel 14.

De Minister bepaalt in voorkomend geval de toepassingsmaatregelen betreffende andere eisen inzake de in het eerste lid bedoelde ontheffingen, in het bijzonder voor de begrippen "kleine producenten" en "lokale markt" en betreffende de procedures dienaangaande, voor zover dergelijke modaliteiten door de door de Europese Unie vastgesteld worden.

Art. 12. In geval van tijdelijke moeilijkheden bij de levering van teeltmateriaal of fruitgewassen die voldoen aan de eisen van dit besluit, als gevolg van natuurrampen of onvoorziene omstandigheden kan de Minister maatregelen aannemen die ertoe strekken het in de handel brengen van deze producten aan minder stringente eisen te onderwerpen, overeenkomstig de door de Europese Unie aangenomen maatregelen.

HOOFDSTUK VI. — *Teeltmateriaal en fruitgewassen die in derde landen zijn geproduceerd*

Art. 13. Zolang de Europese Unie geen beslissing ter zake heeft genomen, bepaalt de Minister de voorwaarden voor de invoer van teeltmateriaal en fruitgewassen die buiten de Europese Unie worden geproduceerd. Die voorwaarden zijn tenminste gelijkwaardig aan de voorwaarden die op tijdelijke of permanente basis zijn opgenomen in de overeenkomstig artikel 5 aangenomen specifieke voorschriften. Indien in deze specifieke voorschriften niet in dergelijke voorwaarden is voorzien, dienen de voorwaarden voor de invoer tenminste gelijkwaardig te zijn aan de voorwaarden die gelden voor de productie op het grondgebied van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK VII. — *Controlemaatregelen*

Art. 14. Teeltmateriaal en fruitgewassen worden tijdens de productie en het in de handel brengen officieel geïnspecteerd ten einde na te gaan of de eisen en voorwaarden van dit besluit in acht zijn genomen. Daartoe heeft de Dienst op alle redelijke tijdstippen vrije toegang tot alle delen van de installaties van leveranciers. De controlemodaliteiten worden bepaald door de Minister, overeenkomstig de door de Europese Unie vastgestelde modaliteiten. De controleregels worden in verhouding gebracht met de categorie betrokken materiaal.

De Minister kan de in dit besluit bedoelde taken opdragen, te vervullen onder het gezag en de controle van de Dienst, aan elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon die krachtens zijn officieel erkende statuten uitsluitend belast is met specifieke opdrachten van openbaar nut, op voorwaarde dat die rechtspersoon en zijn leden geen persoonlijk voordeel halen uit het resultaat van de door hen getroffen maatregelen. Wanneer de controle gedelegeerd is, moet het controlereglement de instemming krijgen van de Dienst.

Art. 15. Er worden proeven of zo nodig tests op monsters uitgevoerd om na te gaan of het teeltmateriaal en de fruitgewassen voldoen aan de voorschriften en voorwaarden van dit besluit, met inbegrip van de fyto-sanitaire voorschriften.

Art. 16. § 1. Wanneer bij de officiële inspectie bedoeld in artikel 14 of de proeven bedoeld in artikel 15 blijkt dat in de handel gebracht teeltmateriaal of fruitgewassen niet aan de eisen van dit besluit voldoen, neemt de Dienst elke passende maatregel om te bewerkstelligen dat deze producten aan deze bepalingen voldoen of, indien zulks niet mogelijk is, om het in de handel brengen in de Gemeenschap van teeltmateriaal of fruitgewassen die daar niet aan voldoen te verbieden.

§ 2. Wanneer blijkt dat teeltmateriaal of fruitgewassen die door een leverancier in de handel worden gebracht niet aan de eisen en voorwaarden van dit besluit voldoen, draagt de Dienst er zorg voor dat tegen deze leverancier passende maatregelen worden genomen. Wanneer deze leverancier teeltmateriaal of fruitgewassen niet in de handel mag brengen, stelt de Dienst de Commissie en de bevoegde nationale instanties van de lidstaten van de Europese Unie in kennis van dit verbod. Elke maatregel die tegen de leverancier wordt genomen, wordt ingetrokken zodra met voldoende zekerheid is vastgesteld dat teeltmateriaal of fruitgewassen bestemd om in de handel te worden gebracht door de leverancier in de toekomst zullen voldoen aan de eisen en voorwaarden van dit besluit.

HOOFDSTUK VIII. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 17. De Minister kan wijzigingen aanbrengen in de lijst van de in bijlage vermelde geslachten en soorten, overeenkomstig de door de Europese Unie genomen beslissingen.

De Dienst stelt het controlereglement vast voor teeltmateriaal en fruitgewassen die op het grondgebied van het Waalse Gewest worden geproduceerd en bestemd zijn om in de handel te worden gebracht, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit en van zijn uitvoeringsbesluiten.

Art. 18. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt. De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn ook van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit, is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst en, bij verhindering, de ambtenaar die hem vervangt.

Art. 19. Tot en met 31 december 2018 wordt het in de handel brengen van teeltmateriaal en fruitgewassen toegelaten die afkomstig zijn van moederplanten die vóór 30 september 2012 bestonden en die vóór 31 december 2018 officieel gecertificeerd zijn of voldoen aan de voorwaarden om als CAC-materiaal te worden aangemerkt. Wanneer dat teeltmateriaal en die fruitgewassen in de handel worden gebracht, worden zij geïdentificeerd door middel van een verwijzing naar dit artikel op het etiket en/of het document. Na 31 december 2018 kunnen teeltmateriaal en fruitgewassen in de handel worden gebracht indien aan de voorschriften van dit besluit is voldaan.

Art. 20. Dit besluit is van toepassing vanaf 30 september 2012. Bij dit besluit wordt het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2005 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt, met ingang van 30 september 2012 opgeheven.

Art. 21. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE I

Lijst van geslachten en soorten waarvoor dit besluit van toepassing is

Castanea sativa Mill.

Citrus L.

Corylus avellana L.

Cydonia oblonga Mill.

Ficus carica L.

Fortunella Swingle

Fragaria L.

Juglans regia L.

Malus Mill.

Olea europaea L.

Pistacia vera L.

Poncirus Raf.

Prunus amygdalus Batsch

Prunus armeniaca L.

Prunus avium (L.) L.

Prunus cerasus L.

Prunus domestica L.

Prunus persica (L.) Batsch

Prunus salicina Lindley

Pyrus L.

Ribes L.

Rubus L.

Vaccinium L.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009 betreffende het in de handel brengen van teeltmateriaal van fruitgewassen, alsmede van fruitgewassen die voor de fruitteelt worden gebruikt.

Namen, 23 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN